

Les USA au Proche-Orient après la réélection d'Obama

Même si le président veut réorienter le cœur de sa politique extérieure vers l'Extrême-Orient, plus probablement le Proche-Orient redeviendra la région qui exigera le plus son attention.

Ricard González, Enrique Rubio

Barack Obama a entamé sa route internationale en tant que président élu pour un deuxième mandat de la même manière qu'il y a quatre ans : avec une visite dans le sud-est asiatique. Le message symbolique de ce choix n'est pas passé inaperçu, montrant sa volonté de réorienter le cœur de la politique extérieure des États-Unis, non plus vers la poudrière du Proche-Orient, mais plutôt vers l'Extrême-Orient, une région en croissance et qu'il considère clé pour le XXI^{ème} siècle.

Cependant, il est plus probable que le Proche-Orient devienne, à nouveau, la région du monde qui réclame le plus d'attention et de casse-têtes auprès du président américain, au cours de son deuxième mandat. En effet, à peine quelques jours avant de commencer sa tournée asiatique, Gaza est entrée en éruption, ce qui constitue un vrai présage et avertissement.

Continuité et limitations

La réélection d'un président suggère toujours un sens de continuité en ce qui concerne la politique extérieure d'un pays. Dans le cas d'Obama cette intuition se voit renforcée par le fait qu'au cours de la campagne électorale la politique extérieure n'a pas occupé une position centrale, ni a été le point de mire principal des critiques de l'opposition. Cependant, il y a une exception à cette continuité : la renonciation presque certaine, en tant que secrétaire d'État, de Hillary Clinton.

Hillary Clinton est une femme de forte personnalité, et elle a laissé sa trace dans la politique extérieure du pays. Malgré cela, les décisions prises par la Maison Blanche en matière extérieure suivent un processus consensuel et délibératif. Obama, non seulement a le dernier mot, mais possède aussi une connaissance de la réalité internationale qui lui permet d'avoir sa propre vision. Il est donc probable que le départ de Hillary Clinton se traduise par un changement de forme plutôt que de fonds, au moins pour ce qui en est des questions de grande importance.

Face à un événement tant inattendu et de transformation comme l'a été le *Printemps arabe*, le président des USA a voulu adopter une attitude prudente, qui se

traduit par une réévaluation constante de sa position en fonction de l'évolution de la réalité, sur le terrain.

L'ambitieux discours qu'Obama a prononcé à l'Université du Caire en 2009, où il promettait d'ouvrir une nouvelle page dans les relations entre les USA et le Proche-Orient, reste désormais lointain. La politique américaine n'est pas proactive, mais plutôt complètement réactive, à la traîne des événements dans la région en constant changement.

Celle-ci a été justement la critique de l'opposition républicaine envers sa gestion, dans ce domaine. En partie, la position des conservateurs était motivée par l'électoralisme, comme l'on a pu constater au cours du débat sur la politique extérieure entre Obama et Rick Romney. Le président n'a offert presque aucune nouvelle idée, mais son adversaire non plus. La seule occasion dans laquelle le candidat républicain s'est timidement démarqué du président a été lorsqu'il a défendu l'option d'armer les rebelles syriens.

Le manque d'audace de Romney met en évidence une perception qui est allée se plonger progressivement dans la région : la marge de manœuvre de Washington est chaque fois plus limitée. Le *Printemps arabe* n'a fait qu'intensifier et mettre en exergue cette dynamique. Les nouveaux régimes, mais les vieux aussi, se voient contraints à canaliser, de manière diplomatique, les sentiments des citoyens. L'Égypte en est un bon exemple. Bien que le président, Mohamed Morsi, ait besoin de l'aide de l'Occident pour remettre à flot l'économie piétinante, il a fait preuve de remarquables démonstrations de son autonomie par rapport à Washington, en envoyant, par exemple, son premier ministre à Gaza en pleine crise avec Israël.

Obama est conscient de cette nouvelle dynamique et qu'on ne puisse pas faire marche arrière au vieil ordre. De là, sa disposition à travailler avec l'islamisme modéré, vainqueur des élections en Tunisie et en Égypte. Plutôt que d'être un reflet d'un postulat idéologique, sa position est fruit d'une nécessité. Cela ne signifie pas un abandon des intérêts nationaux américains. Nous ne pouvons pas envisager, non plus, un changement à 180 degrés dans l'approche traditionnelle de Washing-



Mohamed Kamel Amr, ministre égyptien des Affaires étrangères, et la secrétaire d'État, Hillary Clinton, en conférence de presse, Le Caire, novembre 2012. /BRENDAN SMIALOWSKI/AFP/GETTY IMAGES

ton, comme le démontre le silence – complice – face à la répression de l'opposition au Bahreïn et l'appui explicite et inconditionnel à Israël.

À la recherche d'une solution au conflit palestinien?

Pour marquer une distance par rapport à son prédécesseur, George W. Bush, l'alors sénateur Barack Obama avait insisté, lors de sa campagne présidentielle en 2008, que la paix en Terre Sainte serait un de ses grands objectifs, depuis le premier jour de sa présidence. Et il accomplit cette promesse en stimulant rapidement la reprise des pourparlers de paix.

Cependant, il n'a pas été capable d'accompagner avec des faits concrets son intention d'apporter au conflit une vision plus équilibrée. Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a refusé de respecter la condition de bloquer la construction de nouvelles colonies. Le président lui a toléré ce refus, ce qui lui a fait perdre sa crédibilité en tant que médiateur face au président palestinien, Mahmoud Abbas, en faisant tomber la possibilité d'entamer une négociation substantive sur les axes du conflit.

Depuis, au lieu de chercher une solution finale, la Maison Blanche s'est limitée à gérer le conflit pour éviter une explosion de violence. Et tout cela, sans déplacer d'un

centimètre la position américaine traditionnelle de soutien inconditionnel à l'État hébreu, position dont on ignore si elle répond à la vision américaine sur le conflit ou à un exercice de pragmatisme. Rapidement affaibli à cause de la crise économique, et harcelé par les accusations républicaines selon lesquelles Obama serait trop lâche dans sa défense envers Israël, le président a souvent adopté une position défensive à ce sujet.

Ainsi, la question clé est de savoir si au cours de son deuxième mandat, Obama va récupérer le projet ambitieux du début de sa présidence et s'il cherchera à passer à l'histoire en tant qu'artisan de la paix dans le conflit au Proche-Orient. À l'heure actuelle, avec Mahmoud Abbas complètement délégitimé, et devant une victoire probable du faucon Netanyahu aux élections législatives en Israël, la perspective d'un accord de paix paraît une authentique chimère. Par conséquent, il est plus que probable qu'Obama ne concentre plus ses énergies à atteindre cet objectif.

Cependant, cela ne signifie pas qu'il puisse ignorer le contentieux, comme le démontre la récente crise de Gaza. *Le Printemps arabe* a aussi altéré l'équation du conflit, ce qui portera la communauté internationale à le réexaminer. La montée au pouvoir de l'islamisme modéré en Égypte a permis au Hamas de briser l'isolement international poussé par Washington. Il faudra voir jusqu'où arriveront les démonstrations de solidarité des pays arabes

avec les Palestiniens et si tout cela va changer l'attitude d'Israël, ancrée sur une approche militaire du problème.

Presser la diplomatie avec l'Iran

Même si la crise iranienne est depuis des années à l'horizon, la deuxième législature d'Obama pourra bien apporter, si non un dénouement, des événements significatifs que le président ne pourra pas éviter. La très expressive mise en scène de Netanyahou devant l'Assemblée générale des Nations unies, avec un dessin d'une bombe à retardement sur le point d'exploser, a mis en évidence l'intention, toujours plus prononcée d'Israël, de lancer une attaque que la Maison Blanche ne voit pas du tout claire. Tout au contraire : des conseillers proches à Obama et des militaires experts sur la région, comme l'ex-commandant du Commandement central, William Fallon, partent de la prémisse qu'une attaque préventive ne ferait que retarder la fabrication de l'arme nucléaire, mais jamais l'empêcher.

Pour cela, il reste prévisible qu'Obama décide d'exploiter, le plus possible et jusqu'aux dernières conséquences, la voie diplomatique. Les sanctions internationales ont eu un effet économique et politique sur la population iranienne, mais, jusqu'à aujourd'hui, elles n'ont pas réussi à faire que son programme nucléaire soit plus transparent. Il ne faut pas exclure que, outre le bâton, Washington ne fasse pas recours à quelques carottes, en forme d'assistance pour le développement d'un programme nucléaire civil. À la tête de toutes les craintes américaines, il y a celle d'un affrontement armé avec l'Iran, mais la pénible incertitude que le pays perse puisse se joindre au « club nucléaire » n'est pas facile à digérer non plus, à Washington.

Obama ne va jamais rencontrer un bon moment pour bombarder l'Iran. Et encore plus s'il manque d'informations précises sur les progrès nucléaires iraniens, chose aujourd'hui presque impossible à savoir. La délicate situation de la CIA – partant des rapports téléguidés qui ont mené à la guerre en Irak jusqu'à la démission de David Petraeus, en passant par l'assassinat de l'ambassadeur américain à Benghazi – ne contribue pas à renforcer les certitudes. La question est de savoir si Israël osera prendre une décision unilatérale, comme elle l'a fait en 2007 contre la supposée installation nucléaire que la Syrie construit dans la province orientale de Deir Ezzor, ou encore contre la centrale nucléaire iraquienne de Osirak en 1981. Avec Netanyahou au pouvoir, qui a démontré à plusieurs reprises sa faible estime envers le président américain, Israël est plus imprévisible et moins contrôlable pour Washington, mais en cas de conflit, il sait qu'il aura le dos bien gardé.

Dans l'attente en Syrie

Le monde s'est perdu dans le labyrinthe syrien et Obama ne possède pas la clé. Ses options, comme dans la plupart des fronts ouverts par les USA au Proche-Orient, sont extrêmement limitées. Pour le

moment, Obama n'a d'autre choix que celui d'attendre et d'observer la direction d'une guerre civile qui semble s'orienter vers l'auto-anéantissement.

Bien que les USA aient récemment adopté un rôle plus proactif dans l'unification de l'opposition syrienne, ils se trouvent devant plusieurs obstacles qui mettent en évidence leur paralysie. Premièrement, la Russie a fait comprendre clairement qu'elle ne contemple pas le départ de Bachar al Assad, une condition qui n'est pas négociable pour l'opposition et les révolutionnaires. Si cette position ne change pas, le Conseil de Sécurité de l'ONU continuera à avoir les mains et les poings liés, même au cas d'envisager une zone d'exclusion aérienne qui atténue les bombardements de l'aviation militaire. Obama n'a pas montré non plus une excessive inclination envers une intervention armée qui soulève plus de doutes que de certitudes. L'atomisation de l'opposition et surtout des groupes rebelles qui opèrent sous le parapluie ambigu de l'Armée libre syrienne (ALS) fait que même la fourniture d'armes ne soit aujourd'hui une option claire pour les USA, face à la crainte évidente qu'elles puissent un jour se diriger vers son allié israélien. D'autre part, il ne convient pas d'oublier que l'intérêt des rebelles envers les États-Unis ne va pas trop au-delà du financement et de l'approvisionnement qu'ils peuvent recevoir de ce pays.

La panique de Washington envers une Syrie plongée dans l'anarchie, après l'expérience tortueuse de l'Irak, est proportionnelle à l'horreur que provoquent les massacres perpétrés par Al Assad, auxquels se sont ajoutés ceux des rebelles. Pour cela, le desideratum de Washington – étant clair que toute option semble néfaste – serait de trouver une solution qui ressemble à celle de la transition yéménite, où une figure interne du régime ne suscitant de répulsion parmi l'opposition puisse prendre le timon et garantir un minimum de stabilité qui permette de se diriger vers la démocratie. Cependant, le chemin vers une éventuelle transition paraît aujourd'hui infaisable. La minorité alaouite a lié son destin à celui du régime d'Al Assad et la crainte d'une vengeance sanguinaire est trop profonde pour croire maintenant à un règlement pacifique.

Rien ne pouvait plus effrayer Obama et sa cohorte de conseillers *realpolitiker* que la répétition d'un scénario similaire à celui de l'Irak. Romney, qui au cours de la campagne électorale, a montré une maîtrise beaucoup plus limitée de la situation au Proche-Orient par rapport à Obama, a cependant prononcé une phrase qui pourrait rester pour la postérité et qui pourrait bien être accrochée dans le Bureau Oval : « We can't kill our way out of this mess » (qui serait quelque chose comme « On ne peut pas sortir du pétrin à coup de pistolets »). Il n'est pas hasardeux d'affirmer qu'en Syrie, les USA ont beaucoup plus à perdre qu'à gagner, et il est donc probable que l'Administration Obama opte pour se laisser porter par les événements sur le terrain, tandis qu'elle essaie de renforcer – avec précaution – l'opposition, et cherche un accord impossible auprès du Conseil de Sécurité pour freiner la tuerie. ■